

OUVERTURE ET EMERGENCE DES SYSTEMES FINANCIERS DANS LA ZONE MEDITERRANEE

A l'heure où gouvernements et économistes préconisent de plus en plus la politique de globalisation, de libre-échange, d'abattement des frontières commerciales sur produits et services et la création de plateformes financières, les pays de la zone méditerranéenne sont appelés, dans cet élan, à suivre cette tendance.

Le processus de Barcelone a amorcé la volonté de la mise en place de l'intégration régionale des pays méditerranéens ; et le lancement de l'Union de la Méditerranée, lors du sommet de Paris, tenu cet été, l'a confortée comme étant une nécessité qui s'impose de manière cruciale et évidente.

Cette intégration s'est traduite par la signature d'accord de libre échange, de l'échange des savoirs culturels et techniques, de la mise en place d'une coopération économique qui vise un développement socio-économique durable. Toutefois, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, afin d'accélérer la croissance économique, l'intégration financière devient fondamentale.

Elle l'est d'autant plus que les pays méditerranéens disposent d'un potentiel de développement économique et financier fort (émergence de nouvelles structures financières et maturité des marchés de capitaux) et qu'elle peut être à la base de l'ouverture et de l'insertion de la zone dans la globalisation.

Ainsi, l'intégration financière devra se faire à travers le déploiement graduel d'une batterie de mesures : ouverture des marchés financiers ; facilitation du flux des capitaux ; mise en place de systèmes bancaires incitatifs et harmonisation des structures réglementaires des marchés. Le tout doit contribuer efficacement à la stabilité de l'environnement économique des pays de la région.

Par ailleurs, ces pays qui partagent déjà une histoire et une géographie commune, devront coopérer, voire unifier leurs politiques, par rapport à des questions vitales telles que la simplification des procédures administratives ; l'accès au crédit ; l'amélioration des infrastructures, la lutte contre la corruption et tant d'autres.

Ces pays seront également amenés à développer des projets communs à la hauteur des défis économiques, écologiques et humains auxquels ils sont confrontés, mais aussi à la hauteur de l'avenir qu'ils souhaitent donner à leur région !

Hynd BOUHIA
Directeur Général
La Bourse de Casablanca